

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2010 — 4245

[C — 2010/29636]

14 OCTOBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique, du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le préambule de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française Ministère de la Communauté française, sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 5 et 6 :

« Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire;

Vu la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique de l'enseignement; »;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 10 et 11 :

« Vu la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977 et portant dérogation à certaines dispositions des arrêtés royaux fixant les conditions requises pour la création d'emplois dans les établissements d'enseignement technique ou artistique de l'Etat, de promotion sociale ou à horaire réduit; »;

3° les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 16 et 17 :

« Vu le décret du 19 juillet 1991 relatif à la carrière des chercheurs scientifiques;

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice; »;

4° les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 17 et 18 :

« Vu le décret du 10 avril 1995 instaurant le congé politique pour être membre du Conseil ou du Gouvernement de la Communauté française;

Vu le décret du 10 avril 1995 instaurant le congé politique pour être membre d'une assemblée législative ou d'un gouvernement autres que ceux de la Communauté française;

Vu le décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour missions et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Vu le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

Vu le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement;

Vu le décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho- médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière;

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant des dispositions générales relatives à l'enseignement en langue d'immersion et diverses mesures en matière d'enseignement;

Vu le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

Vu le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements organisés par la Communauté française;

Vu le décret du 10 mars 2006 relatif au statut des maîtres de religion et professeurs de religion;

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des Directeurs; »;

5° les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 31 et 32 :

« Vu l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française; »;

6° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 32 et 33 :

« Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur; »;

7° les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 33 et 34 :

« Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année post secondaire psycho - pédagogique; »;

« Vu l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés; »;

8° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 35 et 36 :

« Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux; »;

9° les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 36 et 37 :

« Vu l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection;

Vu l'arrêté royal du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions- traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les CPMS;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements; »;

10° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 38 et 39 :

« Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mars 1984 fixant le régime des vacances et des congés dans l'enseignement de la Communauté française; »;

11° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 41 et 42 :

« Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux; »;

12° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 46 et 47 :

« Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 créant des Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française; »;

13° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 53 et 54 :

« Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 relatif à la fréquentation scolaire; »;

14° l'alinéa suivant est ajouté après l'alinéa 56 :

« Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 fixant les règles d'approbation des programmes de cours dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française; ».

Art. 2. Dans l'article 69, § 1^{er}, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « et aux directeurs généraux dirigeant chaque direction générale de cette administration générale » sont remplacés par les termes « aux directeurs généraux dirigeant chaque direction générale de cette administration générale et au directeur général adjoint du Service général de la coordination, conception et des relations sociales »;

2° le point 3° est remplacé par le point suivant :

« 3° Admissibilité de l'expérience utile à l'exercice de la fonction, telle que prévue :

— à l'article 17, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant;

— aux articles 6 à 13 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements;

— à l'article 11 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements libres d'enseignement moyen ou d'enseignement normal subventionnés, y compris l'année postsecondaire psycho-pédagogique;

— à l'article 11 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale;

— à l'article 11 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire dispensé dans les établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement normal officiels subventionnés;

— aux articles 78 à 83 du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française; »

3° le point 6° est remplacé par le point suivant :

« 6° : Octroi des congés visés par le décret du 10 avril 1995 instaurant le congé politique pour être membre du Conseil ou du Gouvernement de la Communauté française et par le Décret du 10 avril 1995 instaurant le congé politique pour être membre d'une assemblée législative ou d'un gouvernement autres que ceux de la Communauté française »;

4° les points 7° à 12° sont remplacés par les points suivants :

« 7° Octroi des congés visés aux articles 9, 10, 11, 12, 13, 13bis, 14, 20, 23, 30, 41 et 44 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

8° Octroi des congés visés aux articles 9, 10, 11 et 12, 13, 20, 23, 32, 38, 41 et 61bis de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection;

9° Octroi des congés visés aux articles 6, 7 et 8, 8bis, 15, 18, 23, 25, 29 et 32 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat;

10° Autorisation d'absences de longue durée justifiées par des raisons familiales en application :

— des arrêtés royaux du 25 novembre 1976 relatifs aux absences de longue durée justifiées par des raisons familiales, applicables aux membres du personnel régis par les statuts du 22 mars 1969 et du statut du 25 octobre 1971;

— de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux congés pour les absences de longue durée justifiées par des raisons familiales, des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection;

11° Octroi du congé parental en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 janvier 1992 relatif au congé parental accordé à certains membres du personnel des établissements d'enseignement de la Communauté et de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 novembre 1991 relatif au congé parental et au congé pour des motifs impérieux d'ordre familial accordé à certains membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française;

12° Octroi du congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles en application :

— de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 juin 1989 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel de l'enseignement de la Communauté française, âgé de 50 ans ou qui a au moins 2 enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite;

— de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1991 relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordé aux membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenance personnelle précédant la pension de retraite; »;

5° le point 15° est complété par les termes « et des actes prévus à l'article 122 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements; »;

6° le point 17° est remplacé par le point suivant :

« 17° Traitement des demandes d'accès à la pension conformément à la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques et du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier; »;

7° le point 20° est remplacé par le point suivant :

« 20° gestion des carrières des médiateurs scolaires engagés sous contrat, y compris engagement, licenciement et mise à la retraite, sur proposition de l'Administration générale de l'Enseignement et la Recherche scientifique, en application de l'article 35 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives; »;

8° dans le point 23°, les termes « des rentes pour les conjoints ou les cohabitants légaux survivants, pour les enfants et pour les parents de la victime » sont insérés entre les termes « d'invalidité » et les termes « en application »;

9° le point 30° est remplacé par le point suivant :

« 30° octroi de dérogation de nationalité, à l'exception de celle faisant l'objet d'un avis défavorable de l'Office des Etrangers du SPF Intérieur pour raison de sécurité publique; »;

10° le § 1^{er} est complété par les points suivants :

« 35° Autorisation de prolongation des fonctions au-delà de l'âge de 65 ans en application de l'article 76, 2°, de la loi du 24 décembre 1976 relative aux dispositions budgétaires 1976-1977;

36° Autorisation de prolongation des fonctions au-delà de l'âge d'admission à la pension pour les bénéficiaires d'une mise en disponibilité à temps partiel pour convenance personnelle précédant la pension de retraite, en application de l'article 10^{ter}, § 7, de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux;

37° Autorisation de mettre fin anticipativement à une interruption de carrière pour le personnel de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale, conformément à l'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux. ».

Art. 3. Dans l'article 69, § 2 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« L'Administrateur général et les Directeurs généraux peuvent, chacun en ce qui concerne les attributions dévolues à l'administration qu'il dirige, déléguer à un agent de rang 12 au moins les compétences visées au § 1^{er}, 5°, 23° et 25° à 32°, à un agent de rang 10 au moins les compétences visées au § 1^{er}, 35° et 36° et à des agents de niveau 1 les compétences visées au § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4°, 6° à 14°, 16°, 18° et 19°. ».

Art. 4. Dans l'article 70 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est complété par les points suivants :

« 29° Octroi de la dérogation, pour les élèves jeunes sportifs de haut niveau ou espoirs, prévue à l'article 4, § 1^{er}, 6°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 relatif à la fréquentation scolaire;

30° Dans les limites des crédits inscrits au budget des dépenses, délégation est donnée pour :

a) l'approbation des factures ou déclarations de créance introduites pour obtenir le paiement des fournitures, travaux ou prestations de toute nature lorsqu'ils ont fait l'objet d'un contrat régulièrement conclu, d'une commande régulière ou d'une décision du Gouvernement de la Communauté française;

b) l'engagement et l'ordonnancement des dépenses qui concernent les subventions légales, conventionnelles et facultatives dont le montant et/ou le mode de calcul sont fixés par décret, arrêté du Gouvernement ou convention, quelle que soit leur importance.

En cas d'insuffisance de ces crédits, le choix des mesures à prendre revient au(x) Ministre(s) concerné(s).

Après tout engagement de dépenses réalisé dans le cadre de la délégation visée au 30°, *b*), du présent article, l'Administration informe le(s) Ministre(s) concerné(s) par la subvention ayant fait l'objet de l'engagement.

31° Octroi de la dérogation prévue à l'article 63 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

32° Approbation annuelle de la liste des organismes visés à l'article 12, 1°, et 3°, du décret du 3 mars 2004 précité;

33° Octroi des autorisations concernant la prise en charge d'un élève par un des services visés aux articles 30, 31 et 31*bis*, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives. »;

2° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'Administrateur général et les Directeurs généraux peuvent déléguer à des agents de niveau 1, les compétences visées au § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 5° et 9° à 12°, à des agents titulaires d'un grade de rang 12 au moins, les compétences visées au § 1^{er}, 20°, 21°, 22°, 23°, 24°, 25°, 26°, 30° et 32° et à un fonctionnaire général de rang 15, les compétences visées au § 1^{er}, 7°, 8°, 15° à 18°, 27°, 31° et 33°.

Les subdélégations visées à l'alinéa précédent font l'objet d'un acte écrit et préalable communiqué au Secrétaire général. »

3° un § 3*bis* est ajouté :

« § 3*bis*. Le Directeur général adjoint du Service général des affaires pédagogiques, de la recherche en pédagogie et du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française peut déléguer à un agent de rang 12 au moins les compétences visées au § 3, alinéa 2, 2°, 6° et 7°;

Les subdélégations visées à l'alinéa précédent font l'objet d'un acte écrit et préalable communiqué au Secrétaire général. ».

Art. 5. Dans le chapitre III « Délégations particulières », il est ajouté une section 6 « Délégations particulières à l'Administration générale de l'Infrastructure » au sein de laquelle il est inséré un article 70*ter* libellé comme suit :

« Article 70*ter*. Délégation est donnée à l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Infrastructure pour signer les conventions conclues avec le Centre régional d'Aide aux Communes (CRAC) dans le cadre de l'UREBA exceptionnel organisé par l'arrêté du Gouvernement du 15 mars 2007 portant modification de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments. »

Art. 6. Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 14 octobre 2010.

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de l'Enseignement obligatoire, et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 4245

[C — 2010/29636]

14 OKTOBER 2010. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Op de voordracht van de Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken, van de Minister van Hoger Onderwijs en van de Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de aanhef van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het vijfde lid en het zesde lid worden de volgende leden ingevoegd :

« Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht;

Gelet op de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs; »;

2° tussen het tiende lid en het elfde lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Gelet op de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977, houdende afwijking van sommige bepalingen van de koninklijke besluiten tot vaststelling van de voorwaarden die vereist zijn voor de schepping van betrekkingen in de Rijksinrichtingen voor technisch onderwijs of kunstonderwijs of voor onderwijs voor sociale promotie of onderwijs met beperkt leerplan; »;

3° tussen het zestiende lid en het zeventiende lid worden de volgende leden ingevoegd :

« Gelet op het decreet van 19 juli 1991 betreffende de loopbaan van de wetenschappelijke navorsers;

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan; »;

4° tussen het zeventiende lid en het achttiende lid worden de volgende leden ingevoegd :

« Gelet op het decreet van 10 april 1995 tot instelling van het politiek verlof om lid te worden van de Raad of van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 10 april 1995 tot instelling van het politiek verlof om lid te worden van een wetgevende vergadering of van een Regering ander dan die van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

Gelet op het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving;

Gelet op het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en disponibiteit wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 houdende algemene bepalingen betreffende het taalbadonderwijs en verschillende maatregelen inzake onderwijs;

Gelet op het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst;

Gelet op het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs; »;

5° tussen het eenendertigste en het tweeëndertigste lid worden de volgende leden ingevoegd :

« Gelet op het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap; »;

6° tussen het tweeëndertigste en het drieëndertigste lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurspersoneel; »;

7° tussen het drieëndertigste en het vierendertigste lid worden de volgende leden ingevoegd :

« Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar; »;

« Gelet op het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs; »;

8° tussen het vijfendertigste en het zesendertigste lid wordt het volgende lid ingevoegd :

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra; »;

9° tussen het zesendertigste en het zevenendertigste lid worden de volgende leden ingevoegd :

« Gelet op het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 tot vaststelling van de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen; »;

10° tussen het achtendertigste en het negendertigste lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 maart 1984 tot vaststelling van de vakantie- en verlofregeling in het onderwijs georganiseerd in de Franse Gemeenschap; »;

11° tussen het eenenveertigste en het tweeënveertigste lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra; »;

12° tussen het zesenvestigste en het zevenenvestigste lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 tot oprichting van recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap; »;

13° tussen het drieënvijftigste en het vierënvijftigste lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 betreffende het schoolbezoek; »;

14° na het zesënvijftigste lid wordt het volgende lid toegevoegd :

« Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 tot vaststelling van de regels ter goedkeuring van de programma's van de cursussen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap; ».

Art. 2. In artikel 69, § 1, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 1e lid worden de woorden « en aan de directeurs-generaal die de leiding hebben van iedere algemene directie van dit algemeen bestuur » vervangen door de woorden « aan de directeurs-generaal die de leiding hebben van iedere algemene directie van dit algemeen bestuur en aan de adjunct-directeur-generaal van de Agemene dienst voor coördinatie, conceptie en sociale relaties »;

2° punt 3° wordt vervangen door het volgende punt :

« 3° Erkenning van de nuttige ervaring voor de uitoefening van een ambt zoals bedoeld :

— in artikel 17, § 1, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling voor het onderwijzend personeel;

— in de artikelen 6 tot 13 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 tot vaststelling van de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het sociaal personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen;

— in artikel 11 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs dat verstrekt wordt in de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs of voor normaalonderwijs, met inbegrip van het postsecundair psycho-pedagogisch jaar;

— in artikel 11 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie;

— in artikel 11 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in het secundair onderwijs georganiseerd in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor middelbaar onderwijs en in de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor normaalonderwijs;

— in de artikelen 78 tot 83 van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap; »

3° het punt 6° wordt vervangen door het volgende punt :

« 6° Goedkeuring van de verlopen opgesomd in het decreet van de Regering van 10 april 1995 tot instelling van het politiek verlof om lid te worden van de Raad of van de Regering van de Franse Gemeenschap en in het decreet van 10 april 1995 tot instelling van het politiek verlof om lid te worden van een wetgevende vergadering of van een regering ander dan de Regering van de Franse Gemeenschap »;

4° de punten 7° tot 12° worden door de volgende punten vervangen :

« 7° Toekenning van de verlopen bepaald in de artikelen 9, 10, 11, 12, 13, 13bis, 14, 20, 23, 30, 41 en 44 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter uitvoering van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen;

8° Toekenning van de verlopen bepaald in de artikelen 9, 10, 11 en 12, 13, 20, 23, 32, 38, 41 en 61bis van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten;

9° Toekenning van de verlopen bepaald in de artikelen 6, 7 en 8, 8bis, 15, 18, 23, 25, 29 en 32 van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs;

10° Machtigingen tot afwezigheid van lange duur gewettigd door familiale redenen bij toepassing :

— van de koninklijke besluiten van 25 november 1976 betreffende de afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen respectievelijk ter uitvoering van het statuut van 22 maart 1969 en het statuut van 25 oktober 1971;

— van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende het verlof voor afwezigheden van lange duur gewettigd door familiale redenen, van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten;

11° Toekenning van het ouderschapsverlof bij toepassing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 2 januari 1992 betreffende het ouderschapsverlof en het verlof om dwingende familiale redenen toegestaan aan personeelsleden van de onderwijsinrichtingen van de Gemeenschap en van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 november 1991 betreffende het ouderlijk verlof en het verlof om dwingende familiale redenen, toegestaan aan de gesubsidieerde personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;

12° Toekenning van het verlof inzake verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden bij toepassing :

— van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 juni 1989 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan het personeelslid van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, dat 50 jaar is of ten minste twee kinderen heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid voorafgaand aan het rustpensioen;

— van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1991 betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan de personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die de leeftijd van 50 jaar bereikt hebben of ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen; »;

5° Het punt 15° wordt aangevuld met de woorden « en van de akten bedoeld in artikel 122 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen; »;

6° het punt 17° wordt vervangen door het volgende punt :

« 17° Afhandeling van de aanvragen tot het bekomen van het rustpensioen overeenkomstig de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen en van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel; »;

7° het punt 20° wordt vervangen door het volgende punt :

« 20° beheer van de loopbanen van de schoolbemiddelaars die onder contract aangeworven zijn, ook de aanwerving, het ontslag en de inruststelling, op de voordracht van het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, bij toepassing van artikel 35 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie; »;

8° in het punt 23°, worden de woorden « , de renten voor de overlevende echtgenoten of wettelijk samenwonende partners, voor de kinderen en voor de ouders van het slachtoffer » ingevoegd tussen de woorden « invaliditeitsrenten » en « met rechtstreekse toepassing »;

9° Punt 30° wordt vervangen door het volgende punt :

« 30° toekenning van de vrijstelling van de voorwaarde inzake nationaliteit, met uitzondering van een ongunstig advies van de Dienst Vreemdelingenzaken van de FOD Binnenlandse Zaken om redenen van openbare veiligheid; »;

10° § 1 wordt aangevuld met de volgende punten :

« 35° Toelating tot verlenging van de ambten na 65 jaar bij toepassing van artikel 76, 2°, van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977;

36° Toelating tot verlenging van de ambten na de pensioneringsleeftijd voor de gerechtigden op een deeltijdse terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden voor de inruststelling, bij toepassing van artikel 10ter, § 7 van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verlopen voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra;

37° Toelating tot voortijdige beëindiging van een loopbaanonderbreking voor het personeel van het Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie, overeenkomstig artikel 7, § 1, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra. »

Art. 3. In artikel 69, § 2 van hetzelfde besluit, wordt het 1e lid vervangen door de volgende bepaling :

« De Administrateur-generaal en de Directeurs-generaal kunnen, ieder wat betreft de bevoegdheden van het bestuur waar hij de leiding van heeft, de bevoegdheden bedoeld in § 1, 5°, 23° en 25° tot 32°, aan een ambtenaar van minstens rang 12, de bevoegdheden bedoeld bij § 1, 35° en 36° aan een ambtenaar van rang 10 en de bevoegdheden bedoeld bij § 1, 1°, 2°, 3°, 4°, 6° tot 14°, 16°, 18° en 19°, aan ambtenaren van niveau 1 delegeren. »

Art. 4. In artikel 70 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met de volgende punten :

« 29° Toekenning van de afwijking voor leerlingen die jonge sportbeoefenaars van hoog niveau of sportbeloften zijn, bedoeld in artikel 4, § 1, 6°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 betreffende het schoolbezoek;

30° Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de uitgavenbegroting, wordt delegatie verleend :

a) om de facturen en de verklaringen van schuldvordering ingediend om de betaling te bekomen van de leveringen, werken of prestaties van alle aard wanneer zij uitgevoerd werden op basis van een contract aangegaan volgens de regels, van een regelmatige opdracht of van een bepaling van de Regering van de Franse Gemeenschap;

b) om de uitgaven betreffende de wettelijke toelagen, de door overeenkomst toegekende toelagen en de facultatieve toelagen vast te leggen en te ordonnanceren waarvan het bedrag en/of de berekeningswijze bij decreet, besluit van de Regering of overeenkomst worden bepaald, ongeacht hun bedrag.

Ingeval die kredieten onvoldoende zijn, ligt de keuze voor de te treffen maatregelen bij de betrokken Minister(s).

Na elke uitgavenverbintenis gevoerd in het kader van de afvaardiging bedoeld in 30°, b) van dit artikel, informeert het Bestuur de Minister(s) betrokken door de subsidie die de verbintenis betreft.

31° Toekenning van de afwijking bedoeld in artikel 63 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

32° Jaarlijkse goedkeuring van de lijst van de organen bedoeld in artikel 12, 1° en 3°, van het voormeld decreet van 3 maart 2004;

33° Toekenning van de goedkeuringen betreffende de tenlasteneming van een leerling door een van de diensten bedoeld in de artikelen 30, 31 en 31bis, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie. »;

2° § 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« § 2. De administrateur-generaal en de directeurs-generaal kunnen de bevoegdheden bedoeld in § 1, 1°, 2°, 3°, 5° en 9° tot 12°, delegeren aan ambtenaren van minstens rang 1, de bevoegdheden bedoeld in § 1, 20°, 21°, 22°, 23°, 24°, 25°, 26°, 30° en 32° aan ambtenaren die titularis zijn van een graad van ten minste rang 12, en de bevoegdheden bedoeld in § 1, 7°, 8°, 15° tot 18°, 27°, 31° en 33°, aan een ambtenaar-generaal van rang 15.

De subdelegaties bedoeld in het vorige lid gebeuren via een voorafgaande en schriftelijke akte, medegedeeld aan de secretaris-generaal. ».

3° een § 3 wordt toegevoegd :

« § 3bis. De Adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst pedagogische zaken, pedagogisch onderzoek en sturing van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, kan de bevoegdheden bedoeld in § 3, 2e lid, 2°, 6° en 7° aan een ambtenaar van ten minste rang 12 delegeren;

De subdelegaties bedoeld in het vorige lid gebeuren via een voorafgaande en schriftelijke akte, medegedeeld aan de secretaris-generaal. »

Art. 5. In hoofdstuk III « Bijzondere delegaties », wordt een afdeling 6 « Bijzondere delegaties voor het Algemeen Bestuur Infrastructuur toegevoegd » waarin een artikel 70ter toegevoegd wordt, luidend als volgt :

« Artikel 70ter. De Algemeen bestuurder van het Algemeen Bestuur Infrastructuur wordt afgevaardigd om de overeenkomsten te ondertekenen die gesloten worden met het « Centre régional d'Aide au Communes (CRAC) » in het kader van de buitengewone UREBA georganiseerd bij besluit van de Regering van 15 maart 2007 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen. »

Art. 6. De Minister bevoegd voor de Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 oktober 2010.

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-president en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET